

Antoine Heemeryck, *L'importation démocratique en Roumanie. Une perspective anthropologique sur la construction d'une société post-dictatoriale*, Paris, L'Harmattan, 2010, 400 p.

Antoine Heemeryck s'intéresse à la Roumanie comme objet d'étude mais il s'est également inséré depuis quelques années dans son espace académique, comme le montrent ses contrats de recherche, ses enseignements et ses publications. Son premier livre est la version remaniée de sa thèse de doctorat en anthropologie soutenue en 2007 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) Paris.

Fortement imprégnée par l'esprit de l'anthropologie critique héritée de Georges Balandier et pratiquée par ses professeurs Gérard Althabe, Bernard Hours, Monique Selim et Laurent Bazin, la démarche d'Antoine Heemeryck s'appuie également sur des travaux de sociologie de la globalisation, par exemple ceux de Nicolas Guilhot, Yves Dézalay, Bryant Garth, qui ont porté leur attention sur des processus de transferts internationaux, de production, importation et imposition de normes globales. L'ouvrage qui retient notre attention ici se construit autour d'une interrogation sur les processus de transition et démocratisation en Europe de l'est et s'attaque au cas roumain que l'auteur entend sortir de son « exceptionnalité », en démontant le cliché de « mauvais élève des institutions internationales » (p. 12) et en interrogeant sa production idéologique même. En effet, si la démonstration est centrée sur un cas particulier, l'étude a une visée bien plus vaste, puisqu'elle questionne précisément l'articulation entre local et global via la production et la circulation de normes internationales données pour universelles, à travers des appropriations et des investissements idéologiques et sociaux d'acteurs spécifiques qui apparaissent comme les médiateurs de processus transnationaux d'« acculturation » politique.

La Roumanie n'a qu'exceptionnellement fait l'objet d'interrogations portées par l'anthropologie critique et encore moins de travaux inscrits dans une optique de recherche centrée sur un cadre qui articule le local au global¹. Les recherches d'Antoine Heemeryck, inscrites de façon programmatique dans la continuation des initiatives althabiennes, relèvent d'une anthropologie politique du politique qui se veut englobante et pluridisciplinaire. Elles croisent de façon pertinente la démarche

¹ Par ailleurs, les quelques terrains novateurs ouverts dans ce pays par Gérard Althabe et légués à ses collaborateurs roumains n'ont que très peu abouti : se référer par exemple à G. Althabe, I. Nicolau, 1999, « Les gens et les choses : intimité et consommation », in *Martor (Revue du Musée du Paysan Roumain) : Objet pratiqué, objet interprété*, 7, Bucarest, 134-146 ; V. Mihailescu et alii, 1995, Le bloc 311. Résidence et sociabilité dans un immeuble d'appartements sociaux à Bucarest, in *Ethnologie française*, 3 (Roumanie : construction d'une nation), PUF, Paris, 484-496 ; G. Althabe, A. Mungiu-Pippidi, 2004, *Villages roumains. Entre destruction communiste et violence libérale*, L'Harmattan, Paris.

anthropologique avec des questionnements propres à la science politique tout aussi bien qu'à la sociologie et à l'histoire du temps présent et elles prennent à bras le corps certains stéréotypes interprétatifs fort présents dans la littérature consacrée au postcommunisme roumain (par exemple la « société à deux vitesses » et les « deux Roumanie », le « communisme résiduel », le clivage « tradition/modernité » ou la tension « Occident/Orient »). Il s'agit, pour l'auteur, d'interroger conjointement le contenu et la production sociale de la « doxa » (P. Bourdieu) sur la « transition » postcommuniste, c'est-à-dire le savoir consensuel véhiculée par les professionnels des médias, les analystes politiques, les spécialistes en sciences sociales et les membres du corps politique qui interprètent les transformations engendrées par le changement de régime politique après la chute du rideau de fer.

Le pari analytique et le parti-pris méthodologique du livre consistent à étudier au ras du sol le rapport entre Etat et société dans un contexte de démocratisation, voire, pour reprendre les formules de l'auteur, d'« imposition démocratique » ou de « programmation en actes de la démocratie » (p. 93) – puisque les processus analysés sont orientés par des logiques globales de restructuration des rapports internationaux de domination après la fin de la guerre froide et par la promotion des politiques néolibérales dans l'espace ex-soviétique. C'est sur le fonds de la promotion internationale de la « démocratie de marché » qu'Antoine Heemeryck interroge la production identitaire et les représentations de soi d'une société dont le mal-être est mis en lumière à travers une approche qui peut emprunter par endroits à la psychologie sociale voire même de la psychanalyse, toujours dans le sillage des travaux fondateurs de Gérard Althabe sur l'« imaginaire »².

La construction de l'objet, du raisonnement et de l'argumentaire analytique ainsi que l'architecture même du texte s'appuient sur deux piliers, correspondant aux deux terrains d'enquête contrastés que l'auteur a retenus pour conduire ses observations empiriques. Il s'agit d'une première investigation portant sur une organisation non gouvernementale active dans le domaine de la promotion démocratique, respectivement d'une seconde enquête conduite dans un quartier résidentiel bucarestois. On le voit d'emblée, on a affaire là à un choix de méthode radical qui n'est pas sans surprendre et qui, pour raisonné qu'il soit en termes de construction de l'objet de recherche, comporte le risque de rendre difficile l'articulation d'un texte cohérent lorsqu'il s'agit de restituer les résultats. Si ce risque ne manquera effectivement pas de se matérialiser, l'option ne s'avère pas moins féconde en termes d'accès à l'univers étudié. C'est précisément en faisant appel à ces deux terrains contrastés que l'auteur se donne, en effet, les moyens d'interroger un monde en transformation. Dans un premier temps, il observe un lieu de production volontariste de nouvelles normes, respectivement de diffusion de ces normes dans un esprit de pédagogie de la démocratie, pour orienter par la suite son attention sur un lieu de (re)invention au quotidien de la société issue du

² Gérard Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Paris, Maspéro, 1969 (nouvelle édition Paris, La Découverte, 2002).

socialisme, à savoir un espace de vie peu réglementé qui est le quartier urbain. L'objectif étant, à la fin, de saisir l'articulation éventuelle des deux, voire – pour utiliser plutôt une expression fidèle aux résultats de l'enquête d'Antoine Heemeryck – leur collusion.

Si la logique de ce choix méthodologique est parfaitement tenable au niveau de la construction de l'objet, c'est au niveau de la restitution de l'enquête par écrit que le pari s'avère plus difficile à tenir, puisque les deux parties du texte – légèrement déséquilibrées aussi du point de vue quantitatif – ne communiquent pas vraiment, en dehors du chapitre final et de la conclusion, qui arrivent toutefois en fin de compte à renouer les deux parties et à mettre les conclusions sur un même plan de façon assez convaincante.

La première partie composée de six chapitres est consacrée à l'enquête auprès de l'ONG, après un premier chapitre qui avance des éléments relevant du contexte politique et historique dans lequel est intervenu le changement de régime et qui pose le cadre général où l'activité de l'organisation s'insère. L'auteur y dessine un espace social peuplé d'institutions médiatiques, d'organisations non gouvernementales, d'institutions d'enseignement et de recherche privées et publiques, voire d'institutions politiques traversées et interconnectées par des acteurs multipositionnés, aptes à circuler à travers leurs frontières poreuses et définies de manière lâche. Ces figures appartiennent à des espaces de compétences différents mais poreux et enchevêtrés, ce qui est utilement démontré dans les premières dizaines de pages de l'ouvrage, qui mettent en lumière l'émergence de nouveaux acteurs et dispositifs d'action sociale et politique désignés par l'auteur avec la formule d'« intellectuels démocratiques ».

La suite est consacrée à une restitution fine de l'enquête auprès de l'organisation non gouvernementale, dont il restitue la genèse et décrit la composition sociale, une place centrale étant consacrée à la figure du président, à travers un fin portrait sociologique de l'intellectuel expert contemporain – à la fascination duquel l'auteur ne semble pas totalement immun, malgré un effort permanent d'autoréflexivité et d'objectivation de sa propre position dans le cadre de l'enquête. Les rapports établis au sein de l'association, la hiérarchie interne, le positionnement envers ses bailleurs de fonds, d'une part, envers la scène politique institutionnelle nationale, d'autre part, sont minutieusement analysés à partir de quelques uns de ses programmes : proposition de réforme du code électoral, surveillance des élections, mobilisation pour la « transparence » des institutions publiques. Enfin, l'étude porte aussi sur l'univers symbolique où évoluent les acteurs de l'ONG, respectivement leur « imaginaire » de la société « en transition » et de leur propre rôle dans ce cadre-là. Ces groupes se sentent effectivement en rupture à la fois avec le passé et avec la population majoritaire imaginée comme « non civilisée », rétrograde, tournée vers des idéologies collectivistes. Un fragment d'un « *briefing* » des nouveaux membres de l'association cité par l'auteur

à la page 212 illustre ce propos, tout comme les catégorisations binaires structurant l'idéologie démocratique inculquée aux jeunes adhérents :

« Les mots et expressions utilisés pour décrire 'l'esprit APD' sont les suivants : '*esprit d'équipe, implication, volontariat, une autre mentalité, absence de préjugés, créativité, amitié, enthousiasme, connaissance des gens, évaluer...*'. Pour la population, les gens dans la rue, les qualifications diffèrent assez sensiblement prenant pour certains la forme de l'injure : '*indifférence, coopérant, empressement, idiot, pressé, sans-éducation, pro-PSD, non informé, désinformé, ennuyé, l'esprit obtus, méfiant, déçu, curieux, choqué, désir d'être informé, anciens communistes.*' (souligné par l'auteur).

La seconde partie de l'ouvrage (chapitres 7 à 14) est consacrée à l'enquête entreprise dans un quartier résidentiel de la capitale, dans le but de déchiffrer les processus sociaux et symboliques à travers lesquelles la société contemporaine – on serait tentée de dire la « Roumanie d'en bas », en employant une formule qu'Antoine Heemeryck critique vivement – se construit en construisant son altérité, respectivement les limites symboliques séparant son « dedans » de son « dehors ». Pour ce faire, l'auteur met en lumière des processus de définition des frontières spatiales, réelles et imaginaires du quartier ; les investissements pratiques et symboliques de l'espace public et privé par les acteurs (rues, jardin public, commerces, cage d'escalier, appartements), respectivement leurs stratégies de distinction sociales passant par la consommation, la mobilisation et l'affichage de marqueurs visibles du statut (portes d'entrée, fenêtres en PVC des appartements, voitures et meubles) ; les figures de l'altérité par rapport auxquelles l'identité des résidents se définit symboliquement, à savoir l'« étranger » (plus précisément l'Européen occidental³), le « paysan », le « Tzigane ». Signalons à ce point le souci constant de situer le format actuel (observé sur le terrain et restitué par l'analyse) de ces figures symboliques de l'« Autre » dans une perspective à la fois historique et sociale, consistant à faire attention à la sociogenèse et aux usages culturels des stéréotypes, à leur production idéologique, aux formes différentes qu'ils ont pu revêtir et aux rôles politiques qu'ils ont pu endosser au long de l'histoire moderne du pays. Enfin, c'est également dans cette partie qu'est mis en lumière un rapport fort critique de cette population à sa classe politique, ainsi que les formats sous lesquels s'exprime sa contestation du (risque de) déclassement social subi pendant la « transition »: il s'agit du rapport à l'enfant – support de projections positives et

³ L'enquêteur incarne lui-même cette figure, ce qui n'est pas sans incidences sur l'enquête et notamment sur son entrée sur le terrain. Voir dans le chapitre 10 les pages consacrées à l'objectivation du rôle que les acteurs font jouer à l'anthropologue sur le terrain.

d'espoir pour l'avenir –, respectivement du rapport à la santé, interprété par l'auteur comme une « métonymie du déclassement social » et un « creuset de l'accusation de l'Etat » (p. 347).

Le dernier chapitre, très condensé, ainsi que la conclusion générale cherchent recouper les observations conduites sur les deux terrains d'enquête et cherchent à montrer leur convergence. Sur cette base-là, un tableau peu commode de la Roumanie contemporaine est dressé, qui met en lumière la rupture entre Etat et politique, d'une part, et société, d'autre part, ainsi que la contestation de la légitimité de l'Etat et de ses élites par la population, ou la dépolitisation de la société par l'entreprise de la société civile autoproclamée et professionnalisée. Enfin – et c'est une des thèses fortes de l'ouvrage –, l'auteur propose une interprétation du soi-disant « communisme résiduel »⁴ comme une manifestation proprement politique de cette société rendue au silence et dépourvue de représentation dans l'espace politique professionnel :

« Quant au communisme, (...) il sert de matrice de contestation de l'ordre politique, social, moral et économique de cette société. Cette matrice de contestation est le fruit d'une configuration particulière. Entre la référence externe qui est la source d'une aliénation réelle et symbolique abaissant l'identité roumaine, l'opprobre qui touche les élites politiques et qui par la médiation de l'étranger reproduit l'infériorité et la distinction avec les 'paysans', le passé se présente comme une des seules bases communes pour entrer en politique tout en pensant, en croyant et en prétendant ne pas y entrer. Les acteurs créent du politique sans pour autant avoir à faire face aux répercussions qui touchent l'illégitimité des institutions, de la politique et du pouvoir » (p. 382).

La lecture de l'ouvrage peut s'avérer difficile, compte tenu, d'une part, de l'abondance de détails factuels, et, d'autre part, de la désarticulation apparente des deux parties sur lesquelles l'argumentation est appuyée. Qui plus est, le fil logique de l'ensemble disparaît par endroits en raison de certaines longueurs et télescopages dont l'utilité immédiate dans l'analyse reste parfois obscure. Tel est le cas, entre autres, des passages qui font le point sur l'urbanisation de Bucarest ou sur la pratique de l'ethnographie urbaine en début de la deuxième partie, ou des biographies d'acteurs de l'espace public dont on ne voit pas le rapport direct à l'enquête (se référer aux pages 138–139 pour des exemples). Au-delà de son intérêt

⁴ Idée répercutée par les médias roumains à la fin 2010, à l'occasion de la publication des résultats du sondage *Atitudini si opinii despre regimul comunist din Romania* (Attitudes et opinions sur le régime communiste roumain, CSOP, 15.11.2010) : 83% des répondants n'auraient subi aucun dommage pendant le régime communiste, tandis que 38% déclarent que son instauration après la seconde guerre avait été « une bonne chose ».